

RECUEIL DES PROPOSITIONS

1. Revoir la décentralisation française pour associer toujours à l'attribution d'une responsabilité politique, le transfert de compétences cohérentes et la disposition des moyens financiers nécessaires

Proposition n°1 : Relancer le mouvement de fusion volontaires entre communes et entre intercommunalités grâce à des mécanismes incitatifs financiers

Proposition n°2 : Unifier la responsabilité et les compétences de la politique du grand âge, en confiant aux départements la tutelle unique des établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes

Proposition n°3 : Unifier la responsabilité et les compétences de la politique du handicap, en confiant aux départements la compétence sur l'attribution des accompagnants des élèves en situation de handicap et la tutelle des structures médico-sociales

Proposition n°4 : Unifier toute la gestion immobilière et matérielle des écoles et établissements au profit des collectivités déjà en charge du bâti : le bloc communal, les départements et les régions

Proposition n°5 : Décentraliser le corps des secrétaires généraux (ex. gestionnaires) d'établissements publics locaux d'enseignement en collèges et en lycées respectivement aux départements et aux régions

Proposition n°6 : Décentraliser la médecine scolaire soit vers les départements soit vers chacun des gestionnaires d'établissements scolaires (bloc communal, départements, régions)

Proposition n°7 : Acheter la départementalisation des services d'incendie et de secours (SDIS) en transférant aux départements le financement intégral des SDIS, dont ils ont la responsabilité

Proposition n°8 : Déléguer aux intercommunalités les moyens des contrats de ville

Proposition n°9 : Faire du maire le responsable de la tranquillité publique dans les communes sous régime de police d'État, en associant celui-ci, dans les communes de plus de 20 000 habitants, à l'évaluation du chef de circonscription, voire des directeurs départementaux de la police nationale et de leurs adjoints

Proposition n°10 : Attribuer au maire le pouvoir de police spéciale des débits de boisson

Proposition n°11 : Affirmer le rôle de chef de file des régions sur les politiques de la transition écologique et de l'adaptation au changement climatique

Proposition n°12 : Confier aux départements le rôle de chefs de file dans les politiques publiques d'accès aux soins

Proposition n°13 : Décentraliser totalement la politique du logement au sens large en la confiant aux agglomérations pour les zones urbaines et aux départements pour les zones rurales

Proposition n°14 : Transférer le réseau non concédé de l'État et les agents qui l'entretiennent vers les régions et confier le réseau départemental à l'intérieur des zones agglomérées, c'est-à-dire présentant une continuité urbaine, vers le gestionnaire de voirie local (commune ou EPCI)

Proposition n°15 : Reconnaître aux régions un rôle de chef de file dans le domaine du tourisme

Proposition n°16 : Reconnaître aux communes et EPCI un rôle de chef de file dans le domaine des équipements sportifs et culturels

Proposition n°17 : Restaurer un levier fiscal pour les départements et régions afin de leur permettre de disposer de ressources associées et assumées face à leurs politiques volontaires

Proposition n°18 : Réformer le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS) en prévoyant en lieu et place des financements actuels la mobilisation de dotations sur le modèle de celles envisagées par la Cour des comptes

Proposition n°19 : Remettre en cohérence le financement de la mise à l'abri et de l'évaluation des mineurs non accompagnés sur une base actualisée et partagée entre les départements et l'Etat

Proposition n°20 : Relancer la péréquation financière afin de réduire les écarts de ressources et de charges entre les collectivités

Proposition n°21 : Réduire les coûts de gestion des financements croisés, d'une part, en convertissant les subventions d'investissement de l'État en majoration des dotations de fonctionnement et, d'autre part, en limitant les subventions d'équipement entre collectivités aux compétences qui sont partagées ou coordonnées.

Proposition n°22 : Ouvrir le chantier d'une nouvelle déconcentration, dont l'un des axes consisterait à conforter l'autorité des préfets de département et de région sur l'ensemble des services de l'État, y compris ceux sur lesquels ils ne disposent pas aujourd'hui d'autorité directe

2. Mieux respecter le principe de libre administration dans la création de normes applicables aux collectivités territoriales

Proposition n°232 : Rattacher le comité national d'évaluation des normes (CNEN) au Premier ministre afin de renforcer son autorité à l'égard des administrations productrices de normes

Proposition n°24 : Affirmer un lien plus direct entre le CNEN et le Parlement dans le cadre de son rôle de contrôle de l'action gouvernementale par la transmission des avis sur les projets de loi ayant trait aux collectivités territoriales, de tous les avis défavorables du CNEN et du bilan annuel de l'impact financier des normes examinées par le CNEN, afin de permettre un débat sur cet impact et sur son éventuelle compensation

Proposition n°25 : Instaurer dans les analyses du CNEN une grille supplémentaire portant sur le choix normatif impliquant notamment l'examen de l'efficience normative dans une logique privilégiant la subsidiarité et le recours au pouvoir réglementaire local

Proposition n°26 : Renforcer les moyens du CNEN afin de pouvoir financer des expertises sur les évaluations produites par les administrations mais aussi pouvoir diligenter des évaluations ex post sur des textes à fort impact plusieurs années après leur entrée en vigueur

Proposition n°27 : Faire évoluer le régime d'irrecevabilité issu de l'article 40 de la Constitution, afin qu'il prenne davantage en compte la réalité des « *charges publiques* » induites pour les collectivités

3. Simplifier les normes pesant sur les collectivités territoriales

Proposition n°28 : Supprimer, concernant les marchés de fournitures et de services au-delà de 90 000 €, la formalité d'une publicité obligatoire au bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP)

Proposition n°29 : Relever les seuils de passation d'un marché à procédure adaptée de 40 000 € à 150 000 € pour les fournitures et services et de 100 000 à 250 000 € pour les marchés publics de travaux

Proposition n°30 : Faciliter le recours aux groupements de commande en assouplissant les règles pour les petits groupements de commande et en ouvrant la possibilité aux collectivités n'y participant pas initialement de rejoindre un groupement de commande avec l'accord des autres membres, dès lors que la computation de son besoin ne conduit pas à modifier le type de procédure

Proposition n°31 : Instaurer une décorrélation du point d'indice de la fonction publique territoriale des autres versants de la fonction publique au profit d'une liberté conventionnelle des employeurs territoriaux

Proposition n°32 : Engager un exercice de simplification des normes encadrant la gestion des ressources humaines dans la fonction publique territoriale, notamment sur les 7 pistes suggérées par la mission, afin de réduire le coût de gestion d'un agent territorial (évalué à, au moins deux fois le coût de gestion d'un salarié du secteur privé)

Proposition n°33 : Prolonger l'exercice de codification en cours sur les règles communes de la fonction publique (partie législative déjà publiée) jusqu'aux règles spécifiques à la fonction publique territoriale

Proposition n°34 : Expérimenter les 3 options identifiées pour la réforme des règles de la gestion budgétaire et comptable publique afin de préciser les coûts et les gains envisageables et pouvoir déterminer un partage juste de ceux-ci :

- ◆ Evolution du contrôle de la Direction générale des finances publiques vers un contrôle *a posteriori* des dépenses
- ◆ Mise en place d'agences comptables
- ◆ Autonomie financière et comptable des collectivités

Proposition n°35 : Conférer à la commission d'examen des projets de règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs (CERFRES) la capacité à s'autosaisir des recommandations et incitations non réglementaires dont le suivi est susceptible de générer des coûts pour les collectivités

Proposition n°36 : Permettre, en cas de promotion d'un club sportif, une application différée systématique des nouvelles normes applicables du fait du changement de niveau, d'au moins deux saisons, afin de laisser davantage de temps aux collectivités pour mettre leurs équipements aux normes